

2000 Z 989/54
D 5294

POINT DE SITUATION DU 24/06/1994 - 18H00

RWANDA

Au plan militaire:

Le FPR continue sa pression sur Kigali, harcèle le centre ville et contrôle les axes en direction de l'aéroport. De violents combats ont été observés cette nuit et ce matin les tirs se poursuivaient. L'hôpital de la Croix-Rouge a été bombardé.

Malgré cette pression, les défenseurs de la capitale tiennent toujours le Mont Kigali, la caserne de la gendarmerie, celle de la garde présidentielle et le centre ville. Le CEMA rwandais est toujours en place.

Cependant, le ravitaillement de la capitale est difficile pour les FAR car les axes qui y mènent sont coupés :

- à la hauteur de Shyorongi vers le Nord, ce qui oblige à emprunter un itinéraire difficile pour se rendre à Ruhengeri ;
- dans la région de Gitarama qu'il faut largement contourner par l'Ouest pour se rendre vers le Sud en direction de Cyangugu ou de Butare.

Dans le Nord, des combats se déroulent à 15 Km à l'Est de Ruhengeri qui reste un point fort des FAR avec le camp de Bigogwé (10 Km Ouest Mukamira).

Les FAR disposeraient toujours de 4 hélicoptères opérationnels (1 *Ecureuil* et 3 *Gazelle*) stationnés à Mukamira.

Au plan humanitaire:

La situation des réfugiés dans les camps situés près de la frontière avec le Zaïre semble relativement calme et l'arrivée des premiers éléments français a ramené une certaine sérénité parmi les personnes isolées ou déplacées.

Il est à noter que plusieurs camps de réfugiés ou sites (couvents, écoles) sont placés sous la garde de quelques gendarmes.

Des fosses communes ont été découvertes près du camp Nyarushishi (environ 80 personnes) et du stade Kamarampaka.

Les Nations-unies prépareraient l'évacuation de centaines de personnes réfugiées à l'aéroport de Kigali.

Au plan diplomatique:

Les chefs d'Etat des six pays de l'Union des Etats d'Afrique centrale (UDEAC) saluent l'intervention française au Rwanda.

Le Ghana n'a toujours pas confirmé sa participation. La visite de Monsieur Senadashonga représentant du FPR hier à Accra aurait eu pour but de faire revenir le Ghana sur sa décision de participation.

BURUNDI

Au Burundi, la communauté française reste très préoccupée des conséquences de notre intervention. Des pressions sont exercées sur certains de nos compatriotes, leur intimant de quitter le pays avant samedi.